



CDAS 30 06 2020



Compte rendu du Comité d'Action Sociale

(CDAS) du 30/06/2020

Monsieur Poulain, nouveau président du CDAS en remplacement de Mme Cheylan, a ouvert la séance après s'être présenté.

Après lecture d'une déclaration liminaire de la CGT, Solidaires Finances a fait écho à la demande de convocation systématique des suppléants au CDAS, pour que l'ensemble des élus syndicaux susceptibles de siéger au CDAS aient le même niveau d'information.

Après validation du PV du dernier CDAS à l'unanimité, le Président nous a détaillé la note d'orientation nationale en matière d'action sociale.

Cette note qui met en avant un budget constant (contredit par les chiffres annuels où les budgets apparaissent en replis avec notamment l'application de réserve annuelle) n'est constituée que de poncifs (adapter le contenu, optimiser, améliorer ...).

Encore plus dérangeante sont les orientations locales, décidées par la présidente précédente de façon unilatérale notamment celle visant à simplifier l'arbre de Noël (plus de jouets, uniquement des cartes cadeaux, plus de spectacle vivant exclusivement une séance de cinéma).

Solidaires finances a fait un parallèle entre le processus de démantèlement des trésoreries et celui de la délégation de l'action sociale : en effet la mécanique est la même, on supprime le personnel et après l'on fait le constat que la situation n'est plus viable donc on supprime in fine le service.

La délégation est passée en très peu d'années de 5 à 1 personne, d'où les difficultés actuelles et ce n'est pas la dématérialisation à marche forcée qui solutionne le problème bien au contraire, car certains agents renoncent à certaines prestations devant la difficulté des procédures dématérialisées.

Le rapport Walteski nous est ensuite présenté, il ne présente que très peu d'intérêts à nos yeux car il est très clair que la conclusion a été rédigée avant le questionnement, le seul but étant de légitimer la régionalisation de l'action sociale.

Solidaires Finances est fermement opposé à la suppression de l'échelon départemental, gage de proximité, de réactivité et de connaissances des dossiers.

📅 6 juillet 2020

Mme Lucas assistante des services sociaux procède au compte rendu d'activité concernant l'année 2019.

Deux assistantes sociales (Mme Lucas et Mme Discazeaux) se partagent le département qui compte 1251 actifs et 2301 retraités issus de notre sphère professionnelle.

Leur domaine d'intervention concerne la santé (40 % congés maladie, accompagnement aspect psychologique...), la vie professionnelle (23 % conditions de travail, mutations...), le budget (19% difficultés ponctuelles, surendettement..).

Concernant le logement, les nouveaux arrivants sont invités à faire une demande HLM auprès de Bayonne et de Pau pour prendre rang en attendant leur affectation locale.

Les Douanes proposent aussi aux agents DGFIP des logements sur les site d'Oloron et de Cambo.

Mme Lucas nous relate l'évolution des missions des assistantes des services sociaux qui font dorénavant des interventions au sein des collectifs de travail (visite de service, service social du travail).

Un système d'alerte a été mis en place en collaboration avec les services RH de la DGFIP et de la Douane pour les arrêts de travail supérieur à 3 semaines pour favoriser la prise de contact de l'assistante sociale. Si aux Douanes il n'y a pas eu de problème, à la DGFIP suite aux suppressions d'emplois au service RH, ces derniers n'ont pas été en capacité d'informer les assistantes comme précédemment, et que l'on ne nous parle pas d'organisation etc etc, c'est bien le manque de personnel qui a conduit à cette situation.

Mme Lucas nous informe, même si cela concerne l'année 2020, que l'épisode de la Covid 19 n'est pas neutre y compris dans notre administration, il y a de la casse, personne n'est sorti indemne de cet épisode.

Enfin d'un point de vue statistique, 10 % des effectifs du département ont fait appel au service des assistantes sociales, soit légèrement au-dessus de la moyenne nationale établie à 8 %.

Nous sommes passés ensuite aux crédits d'action locale. Du fait de la pandémie les sorties conviviales prévues (Salies de Béarn et le Pic du midi) ont du être annulées purement et simplement. Solidaires FIP 64 met en garde l'administration qui sous couvert de pandémie pourrait être tentée à l'avenir de reproduire le même schéma que cette année.

Nous avons décidé de prolonger notre engagement à « Tout Apprendre » pour une année supplémentaire.

Concernant l'arbre de Noël, comme évoqué plus haut, la décision unilatérale s'appliquera cette année avec, si les conditions sanitaires le permettent, une carte cadeaux et une séance de cinéma (programme féérique pour Noël! vous en conviendrez...).

Des crédits à utiliser cette année demeurent, si vous avez des idées d'utilisation, n'hésitez pas à contacter vos élus de Solidaires Finances Publiques 64 :

Françoise Bergeret, Corinne Morizur, Pauline Maritano et Philippe Sabathé.

A ce sujet un groupe d travail devrait se tenir avant mi septembre pour tenter d'utiliser ces crédits alloués au département 64 qui constituent du pouvoir d'achat pour les agents.

Solidaires FIP 64 sollicite l'administration pour un possible report des crédits non utilisés cette année, cependant les règles comptables étant ce qu'elles sont, les espoirs sont minces sauf si une décision du secrétariat national se fait jour.

En conclusion nous pouvons dire que l'action sociale au ministère des finances est menacée, la délégation des Pyrénées Atlantiques en très grand danger ! De disparition...

Solidaires Finances Publiques 64 rappelle que l'action sociale c'est aussi du pouvoir d'achat pour les agents des finances

Comme toujours, on lâchera rien !

TOUS UNIS = TOUS SOLIDAIRES